CICG
Centre d'Information et de Communication Gouvernementale
CÔTE D'IVOIRE

Revue de Presse
QUOTIDIENNE

www.gouv.ci 101

Jeudi 12 novembre 2026

PRESSE NATIONALE

Politique

OUVERTURE DE LA COP 31 À ANTALYA : LE VICE-PRÉSIDENT À LA TRIBUNE AUJOURD'HUI

La Côte d'Ivoire sera à la tribune de la 3e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP31), aujourd'hui, à Antalya, en Türkiye. Le Vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, y prononcera un discours dans le cadre de la rencontre de haut niveau consacrée aux déclarations nationales des Chefs d'État et de gouvernement. Arrivé en Türkiye après avoir quitté Abidjan lundi, le Vice-Président représente le Chef de l'État à cet important rendez-vous international qui s'achève le 20 novembre. Cette COP se tient alors que les enjeux climatiques exigent des réponses adaptées aux réalités de chaque pays, en particulier les États en développement dont les moyens financiers et technologiques demeurent limités. L'un des principaux enjeux est précisément de faciliter l'accès des pays les moins avancés aux solutions développées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et faire face aux conséquences des changements climatiques.

FORUM DE PARIS SUR LA PAIX : PATRICK ACHI REPRÉSENTE LE CHEF DE L'ÉTAT

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions et une remise en question du multilatéralisme, la Côte d'Ivoire a pris part à cette rencontre consacrée à la coopération internationale. Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, y était représenté par le président de l'Assemblée nationale. « Dans un monde en pleine turbulence, où le multilatéralisme est de plus en plus remis en question, ce Forum vient à point nommé. Il réunit des acteurs majeurs, des États et des institutions internationales, autour de thématiques particulièrement pertinentes, pour réfléchir ensemble à la nécessité de renforcer la coopération internationale. C'est aussi l'occasion pour la Côte d'Ivoire de faire entendre son point de vue », a déclaré Patrick Achi au terme des travaux. Le forum qui s'est tenu durant deux jours, les 10 et 11 novembre, a réuni des dirigeants politiques, des représentants d'organisations internationales et des acteurs de la société civile autour des grands enjeux de coopération internationale.

SÉNAT / SÉANCE D´INFORMATION : KANDIA CAMARA SALUE LES ACTIONS DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Le Sénat a reçu, ce mercredi 11 novembre 2026, Gaoussou Touré, Médiateur de la République de Côte d´Ivoire, dans le cadre d´une séance d´information parlementaire autour du thème « La médiation préventive, levier d´une paix sociale durable ». Cette séance d´information parlementaire présidée par la présidente du Sénat, Kandia Kamissoko Camara, vise à permettre aux sénateurs de mieux appréhender les fondements, les mécanismes et les enjeux de la méditation préventive, ainsi que le rôle et les actions du Médiateur de la République dans l´anticipation des conflits et la préservation de la cohésion sociale. Dans un contexte où la préservation de la cohésion sociale et le maintien d´un climat de paix constituent des enjeux majeurs pour la stabilité et le développement la Côte d´Ivoire, la prévention des conflits revêt une importance particulière. Revenant sur le thème, le Médiateur de la République a indiqué que la paix sociale n´est jamais un acquis définitif. Elle est une construction permanente, fragile et exigeante, qui appelle une vigilance constante, ainsi qu´un engagement collectif. La présidente du Sénat a, pour sa part, saluer les actions du Médiateur de la République.

JUSTICE - COOPÉRATION : TOUTE LA LUMIÈRE SUR LA PRÉSENCE DU FBI À ABIDJAN

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l´homme, Jean Sansan Kambilé, a expliqué la présence du FBI (Federal Bureau of Investigation - le service fédéral de police judiciaire et de renseignement intérieur des États-Unis) à Abidjan. Il était face aux députés membres de la Commission des Affaires Économiques et Financières (CAEF6), le mardi 10 novembre 2026, au sein de l'Assemblée nationale, à Abidjan-Plateau. Son passage devant les députés de la Nation, membres de la CAEF, s'inscrit dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances portant budget de l'État pour l'année 2027. À l'occasion, le budget du ministère de la Justice et des Droits de l´homme, d'un montant de cent quarante-sept milliards sept cent soixante millions neuf cent vingt mille cinq cents quarante-quatre (147 760 920 544) FCFA, a été adopté par en commission par les députés de la CAEF. Questionné sur la présence du FBI à Abidjan, le Garde des Sceaux a fourni des explications. « La présence du FBI dans nos locaux s'explique par le fait qu'ils ont une question de police intérieure », s'est-il voulu formel.

Economie

VISITE, HIER, DU CHANTIER DU MÉTRO D'ABIDJAN / LE PM BEUGRÉ MAMBÉ ANNONCE : « LES PREMIERS TRAINS ENTRERONT EN SERVICE EN JANVIER 2029 »

Les premiers voyageurs devraient emprunter le métro d'Abidjan en janvier 2029. L'annonce a été faite, hier, mercredi 11 novembre 2026, par le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, lors d'une visite du chantier sur le tronçon Port-Bouët carrefour Akwaba-Abobo-Sagbé. Construit sur 37,4 Km, le Métro d´Abidjan permettra de relier les Communes d´Anyama, Abobo, Adjamé, Plateau, Marcory et Port-Bouët avec 18 stations. À l´issue de cette visite, le Premier Ministre a fait cette annonce : « En janvier 2029, les trains commenceront à rendre service aux Ivoiriens », précisant que les premières rames seront mises sur les rails fin 2028 pour les essais techniques. Deux trains sont déjà prêts à Valenciennes, en France, où ils subissent des tests avant leur acheminement à Abidjan. Pour le Chef du gouvernement, cette infrastructure, complémentaire au Bus Rapide Transit (BRT), doit contribuer à améliorer durablement la mobilité dans le Grand Abidjan.

COP31 / COOPÉRATION : LA CÔTE D'IVOIRE ET EXPERTISE FRANCE DÉFINISSENT LEURS PRIORITÉS

La Côte d'Ivoire veut renforcer l'intégration des enjeux climatiques dans son Plan National de Développement (PND) 2026-2030. En marge de la COP31, le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Abou Bamba, a échangé, le 10 novembre 2026 à Antalya, en Türkiye, avec Jérémie Pellet, Directeur général d'Expertise France, sur les axes prioritaires de leur coopération. A cet effet, quatre axes majeurs ont été identifiés. Il s'agit notamment du renforcement des capacités institutionnelles, de la sensibilisation des populations, de la valorisation des résultats des projets du ministère et le développement de l'économie bleue. Sur ce dernier point, les échanges ont notamment mis l'accent sur l'exploitation durable du potentiel touristique du littoral et des milieux aquatiques ivoiriens. La valorisation du patrimoine naturel a également occupé une place importante dans les discussions. Les deux parties ont évoqué les enjeux liés à la préservation des parcs nationaux de Taï, de la Comoé et du Banco. La lutte contre l'orpaillage illégal a, par ailleurs, été abordée, avec un intérêt pour le partage d'expériences françaises, notamment celles acquises en Guyane.

PRÉSERVATION ET DÉVELOPPEMENT DES PARCS NATIONAUX : LE GOUVERNEMENT SCELLE UN PARTENARIAT AVEC BZ PRIME GROUPE

Le décor a été planté dès les premiers mots du maître de cérémonie. Au cœur d'une COP où « le monde entier cherche des solutions concrètes pour financer la lutte contre les changements climatiques », la Côte d'Ivoire entendait montrer qu'elle passe des discours aux actes. Le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Abou Bamba, et le directeur général de BZ Prime Groupe, Hussein Zabad, ont

scellé des protocoles d'entente entre le gouvernement et ce groupe privé. Leur objet affiché est la valorisation des parcs nationaux et des réserves naturelles ivoiriennes. Le partenariat s'articule autour de quatre axes. En tête figure la valorisation des crédits carbone, « dans le strict respect du cadre national » porté par le Bureau du marché carbone. La mise en place du cadre opérationnel reviendra à l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), dont le directeur général avait fait le déplacement à Antalya. Le ministre range l'office parmi les « premiers bénéficiaires » de l'accord. Pour Abou Bamba, l'enjeu est, entre autres, financier.

80 % DU COUVERT FORESTIER IVOIRIEN PERDU : JACQUES ASSAHORÉ PRÉSENTE SA STRATÉGIE À LA COP31

Le ministre des Eaux et Forêts, Jacques Assahoré Konan, a présenté la stratégie ivoirienne de restauration du maigre couvert forestier. C'était devant les participants de la COP 31 à Antalya, en Türkiye. Selon le ministre, l'objectif de la Côte d'Ivoire, en matière de restauration du couvert forestier, est de porter le couvert forestier à 20% du territoire national et de réduire les pertes forestières à 50 000 hectares par an. Intervenant lors du lancement de la feuille de route de la présidence de la COP30, consacrée à l'intensification des effectifs mondiaux pour enrayer et inverser la déforestation et la dégradation des forêts d'ici à 2030. Jacques Assahoré a par ailleurs rappelé l'ampleur du défi auquel le pays est confronté, après avoir perdu plus de 80% de son couvert forestier en un peu plus d'un siècle. Face à cette situation, le gouvernement ivoirien a inscrit la reconquête du patrimoine forestier parmi ses priorités à travers les objectifs définis dans le Plan National de Développement (PND) 2026-2030.

VOTE DU BUDGET 2027 EN COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES : ANNE OULOTO FAIT VALIDER UN BUDGET DE 51,4 MILLIARDS DE FCFA POUR MODERNISER L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

La ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, a convaincu les députés de la Commission des Affaires Économiques et Financières (CAEF) de lui accorder les crédits ouverts de 51 426 167 841 de FCFA au titre de son budget-programme de l'année 2027. Elle a orienté le budget sur trois programmes que sont l'Administration générale, la fonction publique et la modernisation de l'Administration. Anne Ouloto ambitionne de faire de l'Administration publique une institution plus efficace, plus transparente au service des populations. Elle répartit les ressources en trois programmes. Le premier programme absorbe 26,932 milliards de FCFA, avec six actions prioritaires. Le deuxième programme bénéficie de 17,886 milliards de FCFA pour sept actions prioritaires concernant la gestion des ressources humaines de l'État et l'amélioration du fonctionnement des services publics. Le dernier programme auquel sont alloués 6,606 milliards de FCFA s'articule autour de sept actions prioritaires pour la transformation qualitative de l'Administration publique. « L'édification d'une administration publique moderne, performante, intègre et résolument tournée vers le citoyen constitue une exigence majeure pour notre pays et un levier essentiel de son développement », a-t-elle déclaré.

MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT : SOULEYMANE DIARRASSOUBA OBTIENT LE VOTE DU BUDGET 2027 PAR LA CAEF DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le budget-programmes du ministère du Plan et du Développement a été adopté en Commission des Affaires Économiques et Financières (CAEF) de l'Assemblée nationale, à l'Hémicycle au Plateau, le mercredi 11 novembre 2026, à la majorité des députés présents. Ce projet de budget 2027 est de 63 458 458 352 FCFA, composé de 81 % par les ressources du Trésor public et de 19 % par les appuis des partenaires techniques et financiers. Il est en augmentation de 19,2 milliards de FCFA par rapport au budget 2026 qui s'élevait à 44,1 milliards de FCFA. Le ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba, a expliqué que son département est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de planification et de programmation du développement. Il a présenté les objectifs globaux de son ministère au titre des 5 programmes arrêtés.

EXAMEN DU PROJET DE BUDGET 2027 / ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET : ADAMA COULIBALY OBTIENT LE QUITUS DES DÉPUTÉS POUR 294,2 MILLIARDS DE FCFA

Pour cette 2e journée de l'examen du projet du Budget de l'État 2027, les ministres Adama Coulibaly (Économie, Finances et Budget) et Mariatou Koné (Portefeuille de l'État et Entreprises publiques) étaient face aux députés. Les crédits alloués au ministère de l'Économie, des Finances et du Budget pour le budget de l'année 2027, d'un montant de 294,2 milliards de FCFA, ont été approuvés, ce mercredi 11 novembre, à l'unanimité, par les députés membres de la Commission des Affaires Économiques et Financière (CAEF) à l'Assemblée nationale. Au titre du ministère du Portefeuille de l'État et des Entreprises publiques, Pr Mariatou Koné a convaincu les députés pour le vote d'un budget 2027 de 21,580 milliards de FCFA. La répartition du budget par programme fait ressortir un montant de 15,2 milliards de FCFA pour l ´administration générale, 5,6 milliards pour le portefeuille de l´État et 700 millions pour la gestion des EPN.

ÉCONOMIE ANIMALE : LE SELAB VEUT ATTIRER LES INVESTISSEURS

Plus de 150 exposants et 30 000 visiteurs sont attendus à la 5e édition du Sommet de l'Élevage d'Abidjan (SELAB Livestock Show), prévue du 20 au 22 novembre 2026 au palais des sports de Treichville. Les grandes articulations de ce rendez-vous ont été présentées, le mercredi 11 novembre 2026, lors d'une conférence de presse au siège de Next Sustainable Initiative (NSI), à Abidjan-Cocody. Placée sous le thème « Économie animale, levier de richesse et de souveraineté alimentaire », cette édition entend réunir les acteurs de l'élevage, les investisseurs, les entreprises et les institutions autour des perspectives de développement du secteur. Les États-Unis seront le pays à l'honneur, tandis que l'Afrique du Sud sera le pays invité. Le Botswana prendra aussi part à cette rencontre. Selon la commissaire générale du SELAB, Sariette Koulla, cette ouverture internationale doit favoriser le partage d'expériences, les transferts de compétences et les partenariats entre les opérateurs économiques.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE / DJIBRIL OUATTARA (MINISTRE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE) : « L'ÉTAT DOIT ACCOMPAGNER LES START-UPS QUI RÉPONDENT AUX BESOINS DES POPULATIONS »

L'Intelligence artificielle entre dans les salles de classe avec EcoleWeb IA. Le ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique, Djibril Ouattara, a salué l'initiative de Sonec Africa, qui a lancé sa nouvelle plateforme éducative EcoleWeb IA, le mercredi 11 novembre 2026, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Une cérémonie placée sous le thème « Innover pour transformer, accélérer la croissance par les technologies émergentes ». À cette occasion, il a réaffirmé la volonté de l'État d'accompagner les initiatives technologiques porteuses de solutions concrètes pour les populations. « L'État doit accompagner les start-ups qui répondent aux besoins des populations », a fait savoir Djibril Ouattara. Pour lui, le soutien public doit prioritairement bénéficier aux start-ups disposant de projets viables et de modèles économiques solides.

GESTION DES FRÉQUENCES : L'AIGF CONSACRÉE À TROIS REPRISES À CASABLANCA

Le président du Conseil d'Administration de l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences (AIGF), Abel Djohoré, a été honoré au Maroc. Il a remporté trois distinctions à l'occasion du Grand Prix panafricain des leaders 2026, dont la cérémonie s'est tenue, le vendredi 6 novembre à l'hôtel Sofitel La Tour Blanche de Casablanca. Les récompenses ont été remises à Abel Djohoré par le président de Novafrique, structure organisatrice de l'événement. Le responsable ivoirien a reçu le prix du Meilleur promoteur de la gestion des fréquences en Côte d'Ivoire et le Grand Prix du mérite et de l'excellence. À ces deux distinctions s'ajoute le Super Grand Prix panafricain des leaders 2026 – Saphir, qui lui a été personnellement attribué. Cette reconnaissance met en avant le rôle joué par Abel Djohoré à la tête de l'AIGF, dont les missions portent sur la gestion, le contrôle et la surveillance du spectre radioélectrique national. L'Agence veille

notamment à une utilisation optimale des fréquences et à la prévention des brouillages préjudiciables, afin de garantir le bon fonctionnement des communications électroniques.

LE MANDAT

YAMOUSSOUKRO / SÉCURITÉ INDUSTRIELLE : PETROCI TESTE SON DISPOSITIF DE SÉCURITÉ ET DE LUTTE CONTRE L´INCENDIE

Le Terminal Pipeline de PETROCI à Yamoussoukro, situé à proximité du dépôt de la GESTOCI, a servi de cadre, le mercredi 11 novembre 2026, à un exercice de simulation grandeur nature. L'opération visait à éprouver le Plan d'Opération Interne (POI), à évaluer la réactivité du personnel et à tester les moyens sécuritaires et de lutte contre l'incendie sur un site industriel. L'exercice s'est déroulé en présence de Mme Claude Djéréhé, secrétaire générale de préfecture de Yamoussoukro, représentant le préfet, et avec la participation de plusieurs partenaires, notamment la GESTOCI, la Gendarmerie nationale, la Police nationale, le Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires (GSPM), l'ONPC, ainsi que l'équipe médicale. Dans le scénario, un projectile atteignait l'appareil installé au point d'échantillonnage des produits pétroliers, déclenchant un incendie simulé. L'intervention coordonnée des forces mobilisées a permis de maîtriser le feu fictif jusqu'à son extinction.

Le Temps

JEUX DE HASARD : PLUS DE 63,4 MILLIARDS DE FCFA VERSÉS À L'ÉTAT EN 2025

Fin décembre 2025, le secteur des jeux de hasard a généré 1 859 emplois directs, réalisé un chiffre d'affaires de plus de 922 milliards de FCFA et reversé à l'État plus de 63,4 milliards de FCFA en impôts et taxes. Ces données ont été présentées à Abidjan-Plateau, par le directeur des Affaires juridiques de l'Autorité de Régulation des Jeux de Hasard (ARJH), Ibrahima Dosso, lors de la tribune d'échanges « Tout Savoir Sur », du CICG, consacrée à la régulation des paris sportifs en Côte d'Ivoire. Ces performances illustrent le poids économique d'un secteur dont les activités se sont progressivement diversifiées, notamment avec le développement des jeux en ligne. Son organisation repose sur deux régimes, la concession et l'autorisation, a expliqué Ibrahima Dosso. Qui ajoute que, la Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI) intervient en qualité de concessionnaire, tandis que d'autres activités, notamment les casinos, les machines à sous et les loteries publicitaires ou promotionnelles, sont soumises à des autorisations préalables.

Société

Fraternité Matin

MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES : DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS POUR LE LYCÉE PROFESSIONNEL INDUSTRIEL DE MARCORY

Trois salles de classe rénovées et climatisées, une salle de pratique dotée d'un stimulateur, une salle de professeur réhabilitée et un bureau des chefs de travaux... Ce sont, entre autres, les équipements réceptionnés, ce 11 novembre, par le ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, chargé de l'Enseignement technique, Jean-Louis Moulot. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la rénovation et de l'équipement du lycée professionnel industriel de Marcory. Selon la directrice de l'établissement, Salimata Koné, au-delà de murs rénovés et d'équipements reçus, ces investissements apporteront une plus-value dans la formation des apprenants. « Un élève qui étudie dans une salle lumineuse et climatisée est un élève mieux concentré pour apprendre. Le quotidien d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. Le métier de mécanicien est devenu un métier de technicien. Grâce au simulateur, nos élèves pourront s'exercer sur des technologies réellement présentes dans les ateliers professionnels et pouvoir répéter les gestes sans danger », s'est-elle réjouie.

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL : L'ÉTAT REPREND LE CONTRÔLE DES SITES CLANDESTINS À PAKOUABO

Après les opérations de déguerpissement menées par les Forces de Défense et de Sécurité, plusieurs anciens sites d'orpaillage clandestin de la sous-préfecture de Pakouabo sont désormais libérés. Le préfet de région de la Marahoué, Gonbagui Gueu Georges, a effectué, le 5 novembre 2026, une tournée de

contrôle pour évaluer les résultats et appeler à une vigilance permanente. À Ben Chantier, le contraste est saisissant. Autrefois animé par des bars, des commerces, des structures sanitaires de fortune et des installations d'extraction aurifère, le site a perdu son activité clandestine. Selon le commandant de l'Escadron de gendarmerie mobile de Zuénoula, Bakayoko Youssouf, plus de 3 000 personnes fréquentaient cette zone, qui comptait entre 500 et 600 concasseurs et une soixantaine de dragues sur le plan d'eau. Pour libérer les lieux, les forces de gendarmerie ont mené des opérations terrestres et fluviales, avec la destruction des concasseurs et la neutralisation des dragues. Les acheteurs d'or ont également été ciblés afin de démanteler les circuits économiques alimentant cette activité illégale.

Culture

le jour Plus POUR PLUS D'INFORMATION

VALORISATION DES LOISIRS TRADITIONNELS : PLUS DE 428 JEUX TRADITIONNELS IVOIRIENS REMIS AU GOÛT DU JOUR

Longtemps ancrés dans les habitudes familiales et communautaires, les jeux traditionnels ivoiriens retrouvent progressivement leur place dans les politiques de valorisation du patrimoine culturel. Le ministère du Tourisme et des Loisirs entend préserver cet héritage et le transmettre aux jeunes générations, tout en faisant de cette richesse un nouvel atout touristique. L'Awalé, le Kpê, le Kikouri, le Fohr ou encore le Guiho ne sont pas de simples divertissements. Ils constituent une mémoire collective et véhiculent des valeurs éducatives, sociales et culturelles. C'est dans cette perspective que la Direction générale des Loisirs (DGL) a organisé, le mardi 10 novembre 2026, au Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire, au Plateau, une cérémonie de présentation et de démonstration des jeux traditionnels. Représentant le ministre Siandou Fofana, le directeur de cabinet, Daniel Andi Leal, a souligné l'importance de ces pratiques dans la formation des enfants.

VU SUR LE NET

Economie

CICG Centre d'Information et de Communication Gouvernementale

LIGNE 1 DU MÉTRO D'ABIDJAN : 66 % D'EXÉCUTION ESTIMÉE, MISE EN SERVICE PRÉVUE EN JANVIER 2029 POUR 540 000 VOYAGEURS PAR JOUR

En visite sur le chantier du métro d'Abidjan, le 11 novembre 2026 à Abidjan, le Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, a assuré que le taux d'exécution de l'infrastructure est estimé à 66 % pour une mise en service prévisionnelle en janvier 2029, afin de desservir 540 000 voyageurs par jour. Pour le Chef du gouvernement, le métro d'Abidjan desservira l'axe nord-sud avec une capacité de 25 à 30 trains transportant chacun 1 300 passagers. Cette infrastructure vise à améliorer significativement le confort et la fluidité des déplacements, tout en créant de l'emploi . « Plus de 2 000 Ivoiriens sont déjà employés sur le chantier, dont de jeunes recrues féminines. À terme, plus de 5 000 emplois seront créés, dont 2 000 postes permanents », a-t-il souligné. Le Premier Ministre a fait savoir que le métro est un moteur d'urbanisme dynamique, invitant le secteur privé à jouer un rôle pivot pour le développement commercial. « Les grandes gares sont des lieux de commerce. Et nous lançons déjà un appel aux opérateurs privés ivoiriens qui en ont la capacité pour qu´ils s´apprêtent à prendre la relève de l´État dans ce domaine », a-t-il affirmé.

Société

KOACI COM Koaci l'Info au coeur de l'Afrique

RÉGULATION DES JEUX DE HASARD : L´ARJH LANCE LA TRAQUE AUX MACHINES À SOUS ILLÉGALES ET BRANDIT LA TOLÉRANCE ZÉRO CONTRE LES OPÉRATEURS QUI LAISSENT JOUER LES MINEURS

La lutte contre les jeux de hasard illégaux prend une nouvelle dimension en Côte d'Ivoire. L'Autorité de régulation des jeux de hasard (ARJH) entend intensifier ses opérations sur l'ensemble du territoire national, avec une attention particulière portée aux machines à sous clandestines, communément appelées « machines chinoises ». L'institution affiche également une fermeté sans équivoque à l'égard des opérateurs qui laisseraient des mineurs accéder aux jeux de hasard. Le retrait pur et simple de leur

agrément est désormais annoncé comme sanction. Ces mesures ont été présentées par Dosso Ibrahima, directeur des affaires juridiques de l'ARJH, invité de la tribune d'échanges « Tout Savoir Sur » du CICG, ce mardi 10 novembre à Abidjan. À cette occasion, il a exposé les missions de l'institution, les mécanismes de protection des joueurs ainsi que les dispositions prises pour assainir et mieux encadrer le secteur des jeux de hasard. Au cœur des préoccupations de l´ARJH figure la prolifération des machines à sous clandestines, qui échappent à tout contrôle réglementaire. Selon Dosso Ibrahima, près de 312 de ces équipements ont déjà été détruits dans le cadre des opérations menées sur le territoire national, avec l´appui du corps préfectoral.

JEUX DE HASARD : L´ÉTAT INTENSIFIE LE CONTRÔLE DU SECTEUR ET RENFORCE LA PROTECTION DES JOUEURS

Renforcer la surveillance des activités, lutter contre les pratiques illégales et mieux protéger les joueurs. Tels sont les principaux axes de l'action de l'Autorité de régulation des jeux de hasard (ARJH) de Côte d'Ivoire, présentés, ce mardi 10 novembre 2026 à Abidjan-Plateau, par le directeur des Affaires juridiques, Ibrahima Dosso, lors de la tribune d'échanges « Tout Savoir Sur », organisée par le CICG. Cette rencontre, diffusée en direct sur les plateformes numériques du Gouvernement, portait sur le thème : « La régulation des paris sportifs en Côte d'Ivoire ». Instituée par la loi n°2020-480 du 27 mai 2020, l'ARJH est une autorité administrative indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle veille à l'application de la réglementation, au respect des obligations des opérateurs et à la protection des intérêts des joueurs. « Le secteur des jeux de hasard compte à ce jour un Concessionnaire (La LONACI), 16 opérateurs de jeux en ligne agréés par la LONACI, six casinos physiques et deux établissements de machines à sous, soit un total de 25 opérateurs agréés en Côte d´Ivoire », a déclaré Ibrahima Dosso. (Source : CICG)

Culture

LE MINISTÈRE DU TOURISME LANCE LE GUICHET UNIQUE NUMÉRIQUE POUR MODERNISER LE SECTEUR

Le ministère du Tourisme et des Loisirs, à travers la Direction de l'Informatique, de la Digitalisation et du Développement des Start-ups (DIDDS) et l'opérateur technique SIVIS, a procédé, ce mardi 10 novembre 2026 à l'hôtel Tiama d'Abidjan-Plateau, au lancement du Guichet Unique Numérique du Tourisme. Il s'agit de la première composante opérationnelle du Système de Gestion des Activités Touristiques (SGAT), développé par le groupe américain Cybastion. Présidant la cérémonie, le ministre Siandou Fofana a affirmé que cette digitalisation vise à favoriser la formalisation des acteurs, à accroître leur compétitivité et à rapprocher l'administration de ses usagers. Avec cet outil, les professionnels disposent désormais d'un espace sécurisé pour soumettre leurs dossiers en ligne, effectuer leurs paiements électroniques, suivre le traitement de leurs requêtes en temps réel et obtenir un identifiant unique facilitant leur référencement. Conçue pour simplifier les relations entre l'administration et les opérateurs économiques, la plateforme permet la gestion dématérialisée des principales démarches du secteur dans un délai maximal de 45 jours. (Source : CICG)



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC !

**Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions des Conseils des ministres, démarches administratives, actualité nationale.**



www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable